

Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Énergie en Ile-de-France  
Unité territoriale des Yvelines

Nos réf. : UT78 Cellule RUM - 2014/ 30801  
Vos réf. :

Versailles, le

26 NOV 2014

**Objet :**  
Rapport de la visite d'inspection du 7 novembre  
2014

**Exploitant concerné :**  
SOFRIOLOG TRAPPES  
71-73 avenue Georges Politzer  
ZI de Trappes-Elancourt  
78190 TRAPPES

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	SOFRIOLOG TRAPPES
Adresse	71-73, avenue Georges Politzer 78990 ELANCOURT
Activité	Entrepôt Frigorifique
Régime	Autorisation
Nombre de salariés	Environ 50 personnes

RÉFÉRENCES DE LA VISITE D'INSPECTION	
Date de l'inspection	7 novembre 2014
Type d'inspection	Approfondie
Date(s) de(s) inspection(s) précédente(s)	29 novembre 2012
Inspection dans le cadre d'une action nationale	Oui prévention du vieillissement des installations
Identité et qualité des personnes rencontrées	Mme. QUILLIEN, Chef du Service Qualité et Développement Durable du groupe SOFRICA, M. BOULOGNE, Responsable qualité du site de Trappes
et qualité de l'équipe d'inspection	M. MAGAR, inspecteur des installations classées à l'unité territoriale 78 de la DRIEE IDF

Le présent rapport fait état de l'analyse et des constats effectués lors de la visite d'inspection du 7 novembre 2014 de l'établissement exploité par la société SOFRIOLOG TRAPPES sur le territoire de la commune d'Elancourt.





Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme de contrôle établi par notre service afin de vérifier, par sondage, le respect, les manquements ou les incohérences dans la mise en œuvre des prescriptions applicables aux installations exploitées par la société SOFRILOG TRAPPES.

La démarche de contrôle vise à mener certaines investigations ciblées, susceptibles, dans le temps imparti, de renseigner l'inspection des installations classées sur le degré de mise en application de certaines prescriptions retenues en début d'inspection. Tel était le cadre de ce contrôle. L'exploitant a été informé de l'inspection par lettre en date du 14 octobre 2014.

Le présent rapport propose à Monsieur le préfet des Yvelines les suites qu'il convient d'y donner.

## **1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

### **1. Activites**

La société SOFRILOG TRAPPES est spécialisée dans le stockage de produits congelés. Elle fait partie du réseau national d'entrepôts frigorifiques SOFRILOG qui comporte 42 sites. Les produits stockés sont des produits alimentaires frais ou surgelés (crèmes glacées, viennoiseries, etc.).

L'entrepôt frigorifique a une capacité de stockage de près de 100 000 m<sup>3</sup>. Il se compose de deux corps de bâtiments de stockage dont la surface totale est d'environ 21 600 m<sup>2</sup>. Entre les bâtiments, les quais de transfert des produits réfrigérés, les salles des machines et divers ateliers ont été implantés.

L'entrepôt est divisé en trois zones de stockage distinctes. La première comporte cinq chambres froides à basse température (-25 à -30°C), une cellule réfrigérée n° 15 (0 à 2°C) et une cellule de stockage de produits secs (cartons et gobelets). Ces cellules sont maintenues en température par une installation de réfrigération comprimant de l'ammoniac et absorbant une puissance de 560 kW.

La seconde zone comprend trois chambres froides à basse température refroidies par une installation comprimant de l'ammoniac et absorbant une puissance de 500 kW.

La troisième zone est composée de trois cellules réfrigérées refroidies par une installation comprimant du fréon R 22 et absorbant une puissance de 130 kW.

La quantité totale d'ammoniac présente dans les installations de réfrigération est de 6 tonnes.

### **2. Situation administrative**

Les installations classées exploitées par la Société SOFRILOG TRAPPES sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 07-144/DDD du 22 octobre 2007 et par l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène.

Les installations exploitées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées ci-dessous :



Désignation des activités	Eléments caractéristiques	Rubrique de la nomenclature	Régime AS/A/E/D	Situation administrative
Emploi de l'ammoniac, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1,5 t, mais inférieure à 200 tonnes.	6 tonnes	1136-B-b	A	Arrêtés préfectoraux du 28/01/1994 et 22/10/2007
Entrepôts frigorifiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 150 000 m <sup>3</sup>	89 078 m <sup>3</sup> 4270 tonnes	1511.2	E	Arrêtés préfectoraux du 22/12/1988 du 14/12/1994 et 22/10/2007
Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts, le volume des entrepôts étant supérieur à 5000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> .	6615 m <sup>3</sup> 600 tonnes	1510. 3	D	Arrêtés préfectoraux du 28/01/1994 et 22/10/2007
Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air, généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique maximale évacuée étant supérieure ou égale à 3000 kW	3 circuits fermés : Sdm1 : 1545 kW Sdm2 : 1545 kW Sdm3 : 712 kW Total : 3802 kW	2921-a	E	Arrêté préfectoral du 22/10/2007
Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale du courant continu utilisable pour ces opérations étant supérieure à 50 kW	115 kW	2925	D	Arrêtés Préfectoraux du 22/12/1988 du 04/02/1998 et 22/10/2007

### 3. Enjeux liés à l'établissement

Les principaux enjeux présentés par les entrepôts et les installations frigorifiques, concernent la prévention des émissions accidentelles d'ammoniac et la prévention et la protection contre les risques d'incendie.

## 2. RAPPEL DES ANTÉCÉDENTS

Les constats réalisés lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2012 ont été adressés à l'exploitant le 17 décembre 2012.

L'exploitant a apporté des éléments de réponses aux non-conformités constatées et aux remarques émises par courrier électronique du 15 avril 2013. Ceux-ci n'étant pas exhaustifs et totalement satisfaisants, la visite d'inspection du 7 novembre 2014 a porté en partie sur les suites données par l'exploitant à la visite d'inspection du 29 novembre 2012.



### 3. DÉROULEMENT DE L'INSPECTION

La visite d'inspection avait pour objet de vérifier :

- les suites données par l'exploitant à la visite d'inspection du 29 novembre 2012 ;
- le respect des dispositions :
  - ✓ de l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2007, notamment le chapitre 3.III relatif à l'élimination des déchets ;
  - ✓ du code de l'environnement relatives à l'élimination des déchets ;
  - ✓ de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, en ce qui concerne :
    - la prévention contre les effets de la foudre (section III) ;
    - la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements (section I).

### 4. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Les quatre non-conformités notables et la non-conformité relevées ainsi que les remarques formulées lors de la visite d'inspection du 7 novembre 2014, sont détaillées dans les fiches de visite d'inspection jointes en annexe au présent rapport.

Deux non-conformités notables concernent le non-respect des dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921:

- article 26.I.1.a relatif à l'analyse méthodique des risques de prolifération de légionelles : l'analyse méthodique des risques n'a pas été mise à jour ;
- article 26.I.1.b concernant les procédures à définir pour gérer chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* : les procédures et les modes opératoires n'ont pas été mis à jour avec les pratiques actuelles.

Les deux autres non-conformités notables portent sur le non-respect des dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

- article 20 relatif l'installation de dispositifs de protection contre les effets de la foudre : les travaux définis par l'étude technique n'ont pas été mis en œuvre ;
- articles 5 et 6 : l'état initial des tuyauteries concernées par le plan contre les effets du vieillissement des installations et des supports associés n'a pas été réalisé.

La non-conformité concerne l'absence de registre des déchets prévu par les dispositions de l'article R.541-43 du code de l'environnement.

### 5. PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure la société SOFRILOG TRAPPES de respecter, dans un délai maximal de trois mois, les dispositions des :

- articles 26.I.1.a et 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 ;
- articles 5, 6 et 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement.





L'inspection des installations classées propose également à Monsieur le Préfet des Yvelines de demander à l'exploitant, dans le courrier de transmission de l'arrêté de mise en demeure, d'informer l'inspection des installations classées des actions engagées pour répondre à la non-conformité constatée et aux remarques formulées dans les fiches de visite d'inspection annexées au présent rapport.

L'inspection des installations classées informe Monsieur le Préfet des Yvelines qu'en application des dispositions des articles L.171-6 du code de l'environnement, une copie de ce rapport a été transmise à l'exploitant et que celui-ci a été informé qu'il a la possibilité de faire part de ces observations à l'autorité administrative.

**PJ.** 7 fiches de visite d'inspection (13 pages)

**Copies:** Exploitant

Sous préfecture de Rambouillet



Société inspectée : SOFRILOG à Elancourt  
Le 7 novembre 2014

**THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS : Suites de la visite d'inspection du 29 novembre 2012**

La visite d'inspection du 29 novembre 2012 portait sur l'examen du respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 - Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air. Il convient de noter que les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 ont été remplacées par celles de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921.

**La fiche n° 1 concernait l'article 2 – Titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif à la conception de l'installation (article 12.II.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013).** La non-conformité constatée était la suivante :

**Non-conformité #1.1 :** L'exploitant ne dispose pas du plan de chaque installation. Compte tenu de la simplicité des circuits et des installations et de la présence de schémas détaillés des installations, l'absence de plan ne peut conduire à une baisse notable du niveau de sécurité. Un plan permettra cependant de situer précisément l'emplacement de chaque équipement. L'exploitant disposera, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection du plan détaillée de chaque installation.

**La fiche n° 2 concernait l'article 3 – Titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif à la surveillance de l'installation (article 23 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013).** La remarque émise était la suivante :

**Remarque # 2.1 :** L'exploitant disposera, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection :

- du contenu de la formation suivie par M. MARTIN ;
- du justificatif de formation du personnel de la société AXIMA Réfrigération.

**La fiche n° 3 concernait l'article 4.1 a et b – Titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux dispositions générales relatives à l'entretien préventif de l'installation (article 26.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013).** La remarque émise était la suivante :

**Remarque # 3.1 :** L'exploitant complétera, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, le mode opératoire concernant les travaux et vérification réalisés par le personnel SOFRILOG, lors de l'arrêt mensuel, de façon à intégrer le contrôle visuel du bon état et du bon positionnement des séparateurs de gouttes, et tracera spécifiquement cette vérification dans le journal des interventions.

**La fiche n° 5 concernait l'article 4.1 d – Titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif à l'analyse méthodique de risques de développement des légionelles (article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013).** L'inspection a constaté que la nature des produits de traitement ou que les fréquences prévues par le plan de suivi analytique ont évolués depuis la réalisation de l'analyse méthodique des risques. Par ailleurs, certains bras morts ont été supprimés à la suite de cette analyse. La remarque émise était la suivante :

**Remarque # 5.1 :** L'exploitant mettra à jour l'analyse méthodique des risques, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection.

La fiche n° 6 concernait l'article 4.1.e – Titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux procédures (article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013). La non conformité constatée et les remarques émises étaient les suivantes :

**Non-conformité # 6.1 :** L'exploitant ne dispose pas d'une procédure formalisée concernant la méthodologie d'analyse des risques. La méthode employée pour analyser les risques est cependant décrite en introduction du rapport de l'analyse méthodique des risques présentée par l'exploitant. L'exploitant devra mettre en place, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, une procédure relative à la méthodologie d'analyse des risques qui prévoira notamment les conditions de mise à jour de l'analyse méthodique des risques. Cette obligation n'est pas reprise dans les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.

**Remarque # 6.2 :** L'exploitant devra mettre à jour avec les pratiques actuelles, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, les procédures et le mode opératoire.

**Remarque # 6.3 :** L'exploitant adressera, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, la procédure de nettoyage, de détartrage et de désinfection de la société BLYGOLD.

La fiche n° 7 concernait l'article 4.2 – Titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif à l'entretien préventif de l'installation en fonctionnement (article 26.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013). La remarque émise était la suivante :

**Remarque # 7.1 :** L'exploitant adressera, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, un document qui peut être établi par la société à laquelle il confie le traitement de l'eau, décrivant la nature des produits de traitements, les doses injectées et justifiant que ces produits sont bien compatibles entre-eux, que les doses appliquées ne présentent pas de risques pour l'intégrité des installations et que le produit biocide est bien adapté.

La fiche n° 10 concernait l'article 9 – Titre II de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif au carnet de suivi (article 26.IV.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013). La non-conformité constatée était la suivante :

**Non-conformité # 10.1 :** Les vérifications des dévésiculeurs ne sont pas reportées dans le carnet de suivi. L'exploitant reportera dans le journal des interventions, dans les meilleurs délais, la date et les résultats des vérifications des dévésiculeurs.

L'exploitant ne dispose pas des notices techniques des équipements présents dans les installations. Il recherchera, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, auprès des constructeurs, les notices techniques des tours aéroréfrigérantes et des adoucisseurs.

#### ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :

Par courrier électronique en date du 15 avril 2013, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées des mesures prises ou prévues pour répondre aux non-conformités constatées et aux remarques émises lors de la visite d'inspection du 29 novembre 2012.

**Non-conformité #1.1.** L'exploitant a adressé un plan détaillé de chaque installation de réfrigération.

**Remarque # 2.1.** L'exploitant a transmis :

- les justificatifs de formation de huit personnes de la société AXIMA Réfrigération susceptibles d'assurer l'entretien des installations du site de Trappes ;
- le contenu de la formation délivrée par la société CAPSIS à six des huit personnes susvisées.

Il précise que la société CONFORM Conseil Formation ayant assurée la formation de M. MARTIN n'existe plus et qu'il n'a donc pas été possible de disposer du contenu de la formation qu'il a suivie.

Lors de la visite d'inspection du 7 novembre 2014, l'exploitant a présenté les attestations de formation de M. MARTIN et de M. ALVES (formation réalisée le 6 juin 2013).

**Remarque # 3.1.** L'exploitant a transmis une fiche de suivi type concernant les travaux de nettoyage mensuels des tours aéroréfrigérantes. Cette fiche comporte une description des opérations à effectuer et des cases permettant de tracer la réalisation effective des opérations et les actions effectuées s'il l'opération prévue n'a pas pu être réalisée ou a montré une non-conformité au mode opératoire. Le contrôle visuel du bon état des séparateurs de gouttes, a été intégré dans la liste des opérations à réaliser.

**Remarque # 5.1.** L'exploitant a indiqué que l'analyse méthodique des risques n'a pas été mise à jour.

**Remarque # 6.2 :** L'exploitant indique que les procédures et le mode opératoire concernant la désinfection des circuits si les concentrations de légionelles sont supérieures à 1000 ufc/l mais inférieures à 100 000 ufc/l n'ont pas été mis à jour avec les pratiques actuelles.

**Remarque # 6.3 :** L'exploitant a présenté la procédure de nettoyage, de détartrage et de désinfection de la société BKG/Water Solution qui remplace la société BLYGOLD. Celle-ci datée du 18 janvier 2013 concerne :

- le nettoyage mécanique des installations ;
- le nettoyage chimique ;
- la désinfection des réseaux.

Deux procès-verbaux d'intervention de la société du 4 au 6 mars 2014 et du 3 juin 2014 sont présentés.

**Remarque # 7.1.** L'exploitant présente la procédure intitulée « Procédure préventive de désinfection pour lutter contre les problèmes de légionelles ».

**Non-conformité # 10.1.** L'exploitant indique que la nouvelle fiche de suivi des travaux de nettoyage mensuels des tours aéroréfrigérantes a été modifiée pour intégrer le contrôle visuel du bon état des séparateurs de gouttes. Il présente les fiches de suivi des travaux de nettoyage des trois TAR réalisés aux cours des mois d'août et d'octobre 2014. L'inspection des installations classées constate que ces fiches sont correctement renseignées.

L'exploitant indique qu'il a sollicité les constructeurs des TAR et des adoucisseurs pour obtenir les notices techniques, sans succès jusqu'à ce jour. Il propose de les relancer.

#### **CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS :**

Les éléments de réponses transmis ou présentés par l'exploitant répondent aux non-conformités # 1.1, # 10.1 et aux remarques # 2.1, # 3.1 et # 6.3.

**Suites données à la remarque # 5.1 :** L'inspection des installations classées constate qu'aucune suite n'a été donnée à la remarque #5.1. La mise à jour de l'analyse méthodique des risques a notamment pour objet de vérifier l'adéquation des nouveaux produits de traitement avec les installations de façon à éviter une dégradation des équipements ou une prolifération des légionelles. L'absence de mise à jour de cette analyse est de nature à conduire à une dégradation du niveau de sécurité du site.

► **Non-conformité notable #1.1 :** L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure la société SOFRILOG de respecter, dans un délai maximal de trois mois, les dispositions de l'article 26.I.1.a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif à l'analyse méthodique de risques de développement des légionelles en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Suites données à la remarque # 6.2 :** L'inspection des installations classées constate qu'aucune suite n'a été donnée à la remarque #6.2. En l'absence de procédures et de mode opératoire mis à jour avec les pratiques actuelles une personne non informée de celles-ci ne peut se référer à un document écrit et ne peut gérer correctement ce dépassement de seuil.

► **Non-conformité notable #1.2 :** L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure la société SOFRILOG de respecter, dans un délai maximal de trois mois, les dispositions de l'article 26.I.1.b de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 en ce qui concerne les procédures à définir pour gérer chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila*, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**Suites données à la remarque # 7.1 :** L'inspection des installations classées constate que la procédure intitulée « Procédure préventive de désinfection pour lutter contre les problèmes de légionelles » prévoit les mesures à prendre pour désinfecter les installations en marche et pour désinfecter les installations à l'arrêt. La nature et les doses des produits figurant dans la procédure correspondent bien aux pratiques actuelles. Par contre l'analyse concernant l'adéquation des produits et des doses appliquées avec les installations n'a pas été réalisée.

► **Remarque # 1.3 :** cette analyse devra être réalisée dans le cadre de la mise à jour de l'analyse méthodique des risques qui fait l'objet de la mise en demeure. La procédure doit par ailleurs être datée et référencée.

<sup>1</sup> Qualification des constats :

- **Remarque :** disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité :** écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable :** écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRIOLOG à Elancourt  
Le 7 novembre 2014

**THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS : Gestion des déchets**

Prescriptions vérifiées : Article 3.III.3 de l'arrêté d'autorisation du 22 octobre 2007 – Condition de stockage des déchets

*" Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Tout brûlage des déchets à l'air libre est interdit.*

*La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la quantité mensuelle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (< 5 t/an) ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques). En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas 1 an.. "*

**ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :**

L'exploitant a indiqué que les déchets produits sur le site sont principalement :

- des cartons qui sont compactés et repris par la société SITA ;
- des emballages plastiques qui sont compactés et repris par la société SOLARZ au Bourget ;
- du bois stocké dans une benne reprise par la société SITA ;
- des huiles usagées conditionnées en fûts de 200 l collectés par la société SEVIA à Genevilliers ;
- des produits alimentaires dont la date limite d'utilisation optimale est dépassée, repris par la société SITA ;
- des cartouches de toner collectées par la société REVIALIS à Nantes ;
- des palettes usagées reprises par la société EPALIA ;
- des fluides frigorigènes usés qui proviennent du remplacement du R 22 par des fluides plus récents et qui sont repris par la société Axima chargée de l'entretien des installations frigorifiques qui en assure l'élimination.

**CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS :**

L'inspection des installations classées constate que :

- les balles de cartons et d'emballages plastiques sont stockés sous abris ;
- les produits alimentaires périmés sont entreposés dans une chambre froide ;
- les fûts d'huiles usagées sont stockés dans un local dédié sur des palettes métalliques formant rétention.

Les bons d'enlèvements font apparaître que les déchets sont régulièrement enlevés (fréquence inférieure au mois pour les cartons et les emballages plastiques et inférieure à un an pour les autres déchets).

L'inspection des installations classées n'a pas de remarques particulières.

Société inspectée : SOFRILOG à Elancourt  
Le 7 novembre 2014

**THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS : Gestion des déchets**

Prescriptions vérifiées :

**Article R 541-45 du code de l'environnement**

*" Toute personne qui produit des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau qui accompagne les déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau. Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant trois ans pour les transporteurs, pendant cinq ans dans les autres cas.*

*Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure.*

*Si la personne qui reçoit des déchets en refuse la prise en charge, elle en avise sans délai, en leur adressant copie du bordereau mentionnant le motif du refus, l'expéditeur initial dans le cas mentionné au deuxième alinéa ci-dessus, l'émetteur du bordereau, ainsi que, le cas échéant, les autorités chargées de son contrôle, de celui de l'expéditeur initial et de celui de l'émetteur.*

*Si elle en accepte la prise en charge, elle en avise l'expéditeur initial dans le cas prévu au deuxième alinéa ci-dessus et l'émetteur en leur adressant copie du bordereau indiquant le traitement subi par les déchets, dans un délai d'un mois à compter de la réception de ceux-ci. Si le traitement est réalisé après ce délai, une nouvelle copie du bordereau est adressée à son émetteur et, le cas échéant, à l'expéditeur initial, dès que le traitement a été effectué. Si, dans le mois suivant la date prévue pour la réception des déchets, l'émetteur n'a pas reçu copie du bordereau attestant leur prise en charge, il en avise les autorités compétentes ainsi que, le cas échéant, l'expéditeur initial des déchets en cause.*

*Sont exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés en application des articles R. 543-3 à R. 543-15, les personnes qui remettent un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée en application des articles R. 543-154 à R. 543-171, les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les ménages, les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchetteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.*

*Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des piles et accumulateurs usagés, des déchets d'équipements électriques et électroniques ou des fluides frigorigènes usagés aux personnes tenues de les reprendre en application de l'article R. 543-130, des articles R. 543-188 et R. 543-195 qui en sont issus et des articles R. 543-94 à R. 543-96 ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations. Dans ce cas, le bordereau est émis par la personne tenue de reprendre les déchets concernés ou par l'organisme auquel cette personne a transféré cette obligation. "*

**Article 1er de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005**

*" Toute personne tenue d'émettre un bordereau de suivi des déchets en application de l'article 4 du décret du 30 mai 2005 susvisé utilise le formulaire CERFA n° 12571\*01 sauf pour les déchets amiantés. "*



**ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :**

L'exploitant a présenté le bon d'enlèvement de la société SEVIA concernant la collecte de 1000 litres d'huiles usagées effectuée le 14 avril 2014.

**CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS :**

L'inspection des installations classées constate que les déchets dangereux produits (huiles et fluides frigorigènes usagés) par la société SOFRILOG ne sont pas soumis aux dispositions de l'article R 541-45 du code de l'environnement.

Société inspectée : SOFRILOG à Elancourt  
Le 7 novembre 2014

**THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS : Elimination des déchets**

Prescriptions vérifiées : Article R.541-43 du code de l'environnement

*" Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R.541-42, les transporteurs, les négociants, les exploitants des installations d'entreposage, de reconditionnement, de transformation ou de traitement, les personnes se livrant à la collecte de petites quantités de ces mêmes déchets ainsi que les exploitants d'installations destinataires de déchets autres que dangereux et radioactifs, à l'exception de celles qui réalisent une opération de valorisation de déchets inertes, tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets.[...]. "*

**ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :**

L'exploitant indique qu'il ne tient pas de registre particulier et que les bons d'enlèvement des déchets et les factures sont dispersées dans les différents services de l'établissement.

**CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS :**

**Non-conformité<sup>1</sup> :**

En l'absence de registre de déchets qui peut être informatisé, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier rapidement de la bonne élimination des déchets dangereux notamment des quantités produites et des filières d'élimination.

L'exploitant mettra en place, dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine visite d'inspection, un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux produits sur le site, y compris pour les fluides frigorigènes.

<sup>1</sup> Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement

Société inspectée : SOFRILOG à Elancourt  
Le 7 novembre 2014

**THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS : Protection contre les effets de la foudre**

Prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :

article 18 : analyse du risque foudre.

*" Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.*

*L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. [...] Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF. "*

article 19 : analyse du risque foudre.

*" En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.*

*Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.*

*Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.*

*Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne."*

article 20 : installation des dispositifs de protection.

*" L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en oeuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique."*

**ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :**

L'exploitant a présenté :

- le rapport de la société SOCOTEC n° C13F0/10/1889 du 18 mars 2010 concernant l'analyse du risque foudre du site de Trappes ;
- le rapport de synthèse de l'étude technique réalisée par la société CIE Paratonnerres POUYET, daté du 14 juin 2011.

Il indique que les mesures complémentaires de protection contre les effets directs ou indirects de la foudre préconisées par l'étude technique n'ont pas été mises en œuvre.

**CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS :**

S'agissant de l'analyse du risque foudre, l'inspection des installations classées constate que :

- la société SOCOTEC Industries est titulaire de la certification n° F2C/04 ;
- l'ARF a été réalisée en référence à la norme NF EN 62305-2 ;
- l'ARF conclut que :
  - ✓ l'entrepôt frigorifique doit être protégé contre les effets directs de la foudre par un dispositif de protection de niveau II ;
  - ✓ le bâtiment administratif, le poste de livraison et le local du gardien sont autoprotégés ;
  - ✓ des parafoudres doivent être installés sur toutes les lignes de puissance et de communication qui entrent dans la structure du système d'alarme et de détection incendie, de la gestion technique centralisée, de l'installation de détection d'ammoniac et du téléphone.

En ce qui concerne l'étude technique, l'inspection des installations classées constate que :

- la société CIE Paratonnerres POUYET est certifiée Qualifoudre ;
- l'étude technique préconise la mise en place de sept paratonnerres à dispositifs d'amorçage (quatre paratonnerres existants pouvant être conservés) ;
- mise en place de parafoudre :
  - ✓ sur les alimentations électriques principales des trois transformateurs électriques ;
  - ✓ sur les alimentations électriques basse tension des équipements de sécurité (centrale de détection d'ammoniac, centrale de détection incendie
  - ✓ sur les alimentations électriques basse tension de l'installation de gestion technique centralisée (contrôle
- la notice de vérification des dispositifs de protection est annexée à l'étude technique ;
- les différents chapitre du carnet de bord de suivi des installations de protection sont définis dans l'étude technique ;
- l'étude technique spécifie les normes que doivent respecter les dispositifs de protection contre les effets directs et indirects de la foudre préconisés par la société CIE Paratonnerres POUYET. Il s'agit de la norme NF C 17-102 pour les paratonnerres à dispositif d'amorçage et de la norme NF C 15-100 pour les parafoudres.

**Non-conformité notable<sup>1</sup> :** L'inspection des installations classées constate que l'établissement n'est pas correctement protégé contre les effets directs ou indirects de la foudre. L'absence de protection suffisante conduit à une dégradation du niveau de sécurité de l'établissement.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure la société SOFRILOG de respecter, dans un délai maximal de trois mois, les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Société inspectée : SOFRILOG à Elancourt  
Le 7 novembre 2014

**THÈME / RÉFÉRENCE DES PRESCRIPTIONS OU POINTS VÉRIFIÉS : Prévention du vieillissement**

Prescriptions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation vérifiées :

**Article 4 :**

« 4.1 Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou
- supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et
- les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

[...]. »

**Article 5 :**

« Les dispositions du présent article sont applicables :

1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et
2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou
3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou
4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important.

L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent..

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service. »

#### **Article 6 :**

« Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante.

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

L'état initial, le programme de surveillance et le plan de surveillance sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les ouvrages mis en service avant le 1er janvier 2011 :

S'agissant des massifs des réservoirs et des cuvettes de rétention :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2011 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2012.

**S'agissant des supports supportant les tuyauteries, les caniveaux et les fosses humides :**

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme de surveillance est élaboré avant le 31 décembre 2013.

**Pour les ouvrages mis en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme de surveillance sont réalisés au plus tard douze mois après la mise en service. »**

**ÉLÉMENTS / JUSTIFICATIONS COMMUNIQUÉES PAR L'EXPLOITANT :**

Questions	Réponses de l'exploitant
<b>Généralités</b>	
L'exploitant a-t-il connaissance du plan de modernisation des installations industrielles notamment l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentel au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation porteur de nombreuses échéances réglementaires ?	Non .
<b>Recensement des équipements</b>	
L'exploitant a-t-il identifié les équipements visés par les prescriptions de l'arrêté du 4 octobre 2010 (articles 3 à 7)	Non
Il s'agit des réservoirs verticaux de plus de 10 m <sup>3</sup> contenant des liquides très toxiques pour les organismes aquatiques ou pouvant entraîner des effets néfastes à long terme pour l'environnement aquatique	L'exploitant précise qu'il ne dispose pas de réservoirs verticaux de plus de 10 m <sup>3</sup>
Tuyauteries et support de tuyauterie	Non
cuvettes de rétention	Non
L'exploitant a-t-il identifié les bacs de LI de capacité équivalente > 10 m3 visés par les prescriptions de l'arrêté du 3 octobre 2010 (articles 22, 28 et 29) ? [Liste des matériels visés]	Non
L'exploitant tient-il à jour une liste des ESP de son site ?	Oui une liste des équipements sous pression datée du 18 juillet 2014 est présentée
Identifie-t-il la liste des ESP soumis à réévaluation périodique ? (articles 9bis et 23 de l'arrêté du 15 mars 2000) [Liste des matériels visés]	Oui la liste présentée est associée à un planning des vérifications et réévaluations périodiques à réaliser
Sinon, a-t-il mis en place un plan d'action associé à un échéancier pour répondre pour chacun de ces matériels, équipements, etc. aux prescriptions réglementaires ?	
Comment l'exploitant gère-t-il la mise à jour de la liste des équipements visés en cas de modification de l'arrêté, du guide ou des installations ?	Procédure équipements sous pression SOFRICA du 16 septembre 2014

**CONTRÔLES RÉALISÉS PAR L'INSPECTION ET CONSTATS ÉTABLIS<sup>1</sup> :**

L'inspection des installations classées constate que les tuyauteries haute pression contenant de l'ammoniac implantées entre le réservoir haute pression et le condenseur :

- ne figurent pas dans la liste des équipements sous pression du site ;
- sont susceptibles en cas de perte de confinement d'être à l'origine d'un accident d'une gravité catastrophique au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'inspection des installations classées constate que sur les plans annexés à la révision de l'étude de dangers que des tuyauteries ayant un diamètre supérieur à 80 mm contenant de l'ammoniac sont présentes dans les salles des machines 1 et 2 et dans l'établissement et ne figurent pas dans la liste des équipements sous pression du site.

Les tuyauteries visées aux deux alinéas précédents sont soumises aux dispositions de l'article 5 de ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. L'exploitant n'a pas réalisé le diagnostic initial de ces tuyauteries et n'a pas défini le plan d'inspection et le programme d'inspection de ces tuyauteries.

Les supports des tuyauteries susvisées sont soumis aux dispositions de l'article 6 de ministériel du 4 octobre 2010.

**Non-conformité notable<sup>1</sup> :**

En l'absence d'état initial et de plan d'inspection des tuyauteries et des supports associés, l'exploitant n'est pas en mesure de connaître quels sont les équipements concernés par le plan de modernisation des installations et d'apporter une attention particulière sur l'état de corrosion des tuyauteries contenant de l'ammoniac présentant le plus de risque et des supports associés. Cette situation est de nature à dégrader le niveau de sécurité des installations.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet des Yvelines de mettre en demeure la société SOFRILOG de respecter, dans un délai maximal de trois mois, les dispositions des articles 5 et 6 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

<sup>1</sup> Qualification des constats :

- **Remarque** : disposition insuffisamment documentée ou une mauvaise pratique, mais qui n'apparaît pas comme un écart à un texte opposable
- **Non-conformité** : écart réglementaire n'impliquant pas directement une baisse notable du niveau de sécurité ou n'ayant pas d'impact important sur l'environnement
- **Non-conformité notable** : écart réglementaire pouvant soit conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations, soit avoir un impact important sur l'environnement